

# Chômage de longue durée, ce «grand gâchis» invisible

Médiapart

26 septembre 2011 | Par [Mathieu Magnaudeix](#)

Lui au moins s'en est sorti. Licencié de l'usine Molex de Villemur-sur-Tarn, dont la fermeture avait fait la une des médias en 2009, Alexis Antoine a retrouvé un travail en mai 2011. Il travaille en intérim dans l'aéronautique, à Toulouse. Il faut faire la route matin et soir. Mais le salaire n'est pas mauvais. Et au bout, il pourrait décrocher un CDI.

Après le choc de la fermeture, [annoncée sans crier gare par un patron voyou](#), Alexis a réussi à remonter la pente et à retrouver un emploi, grâce aux bons tuyaux d'un ami. Mais pour ses anciens collègues, «*le tableau n'est pas brillant*». Molex a fermé en octobre 2009. Sur 280 anciens salariés, 160 se retrouvent aujourd'hui «*sur le carreau*». «*Et plus on avance dans le temps, moins le moral est bon*», explique Alexis. Les droits au chômage s'épuisent peu à peu. «*La grande majorité des gens ont 40-45 ans, ils se demandent vraiment ce qu'ils vont devenir, d'autant que les employeurs leur font comprendre avec insistance qu'ils sont déjà trop âgés pour être embauchés. Forcément, ça démoralise, et certains s'enfoncent un peu plus tous les jours.*»

Pendant la crise, les plans sociaux dans l'industrie se sont succédé. Sans compter la destruction de centaines de milliers d'emplois dans l'intérim, et le recours toujours plus fréquent aux ruptures conventionnelles négociées de gré à gré avec l'employeur. Résultat: [la crise a détruit 600.000 emplois](#). Le chômage a bondi, et continue d'augmenter. Fin août 2011, [4.148.000 Français recherchaient un emploi, en hausse de 4,3 sur un an](#). Le diagnostic est connu. Mais un phénomène reste largement ignoré: la hausse du chômage de longue durée, massive et continue depuis deux ans.

En juillet 2011, Pôle emploi recensait plus de 1,5 million de demandeurs d'emploi au chômage depuis plus d'un an. Un tel niveau n'avait pas été atteint depuis la fin des années 1990. 38,1% des chômeurs (c'est même 40% selon l'Insee) sont aujourd'hui dans ce cas – ce n'était "que" 30% début 2009. La progression sur un an est alarmante pour la catégorie "demandeurs d'emploi depuis deux à trois ans" (+25,6%), et "plus de 3 ans" (+19,8%). Un chiffre est révélateur de cet enkystement d'une partie des Français au chômage: l'ancienneté moyenne au chômage. Elle était de 391 jours en juillet 2008. En deux ans, elle a bondi. Elle est aujourd'hui de 455 jours, son niveau de 2001. Selon l'Insee, un demandeur d'emploi sur cinq est inscrit depuis plus de deux ans. Un sur dix depuis plus de trois ans...

Dans une étude récente, Pôle emploi englobe même dans la catégorie «*chômeurs de longue durée*» ceux [qui ont été inscrits au moins un an au chômage dans les 18 derniers mois](#). Avec ce critère, 2,1 millions de demandeurs d'emploi sont considérés comme des chômeurs de longue durée. Un sur deux!

38% des chômeurs cherchent depuis plus d'un an © Pôle emploi

## Les carences de la formation professionnelle

Une situation alarmante, a [averti](#) l'OCDE. Depuis la crise, écrit l'organisation qui regroupe les pays les plus riches, «le nombre de chômeurs de longue durée a augmenté en France de 30%. Dans cette catégorie, beaucoup ne peuvent prétendre aux allocations-chômage et risquent d'avoir recours au RSA».

*«L'existence d'un fort taux de chômage de longue durée est terrible pour les personnes concernées: l'éloignement progressif de l'emploi entraîne une perte de confiance en soi et accentue d'autant les difficultés à retrouver un emploi»,* s'inquiète Marie-Claire Carrère-Gée, présidente du [Conseil d'orientation pour l'emploi](#) (COE), qui annonce un rapport sur le sujet d'ici la fin de l'année.

De nombreux chômeurs sont entrés dans une longue phase d'inactivité: selon Pôle emploi, qui a publié une [étude sur le sujet](#) en juillet, 42% des chômeurs de longue durée sont «éloignés» de l'emploi. La précarité n'est jamais très loin. Une minorité des demandeurs d'emploi de longue durée ont une activité réduite (ils restent inscrits mais touchent un salaire), un sur quatre touche l'assurance-chômage (épuisée au bout de deux ou trois ans). Les autres vivent grâce à l'allocation spécifique de solidarité (réservée aux chômeurs en fin de droit) et au RSA. Mais 16% des chômeurs de longue durée (soit environ 200.000 personnes) ne touchent aucune indemnité.

Dans d'autres pays, le chômage de longue durée a bien plus augmenté qu'en France durant la crise:

38% des chômeurs cherchent depuis plus d'un an © OCDE

Mais notre pays se distingue par l'existence d'un chômage de longue durée historiquement élevé, à cause de graves dysfonctionnements du marché du travail et de la formation, auxquels gouvernements et partenaires sociaux ont été incapables d'apporter des réponses concrètes. A commencer par la méfiance des entreprises françaises vis-à-vis des plus de 50 ans, [véritable fléau français](#).

*«La crise aggrave la situation mais le chômage de longue durée en France n'est pas une nouveauté, ça fait trente ans que le problème existe, s'emporte Patrick Boulton, vice-président de l'association [Solidarités nouvelles face au chômage](#) (SNC). On évoque très peu dans le débat public les raisons profondes de cet état de fait: la forte segmentation du marché du travail entre ceux qui ont un emploi et les autres qui sont précarisés, la discrimination vis-à-vis des demandeurs d'emploi d'autant plus aiguë qu'ils ont plus de 50 ans, l'incapacité du système français à accompagner les gens dans une reconversion.»*

*«Sur longue période, la France a eu ce que d'aucuns ont appelé une "préférence pour le chômage", analyse Marie-Claire Carrère-Gée, ancienne conseillère sociale de Jacques Chirac à l'Élysée. Les politiques d'emploi et les politiques sociales sont restées trop étanches. On a laissé une partie des chômeurs s'éloigner durablement du monde du travail, et on s'est accommodés du fait qu'ils étaient loin.»* Un manque d'efficacité exacerbé par une

«*gouvernance incohérente*» de la politique de l'emploi, écartelée entre l'Etat, l'ANPE et les Assedic (Pôle emploi), la formation professionnelle (régions), les minima sociaux et l'insertion (départements), etc.

Selon Frédéric Bruggeman, spécialiste des restructurations et directeur associé d'[Amnyos mutations économiques](#), les carences du système de formation sont particulièrement criantes: «*On ne sait pas accompagner les trajectoires individuelles. On préfère enfermer les gens dans une logique de placement, en fonction des statuts: il y a des formations spéciales chômeurs, pour les jeunes, un parcours encore différent pour les salariés qui veulent se former. Il est souvent très difficile d'obtenir une formation en dehors de sa branche d'activité.*»

La formation professionnelle continue en France est notoirement dans un état déplorable, mais son avenir n'est guère discuté au-delà d'un cercle d'experts qui s'arrangent pour n'apporter que des retouches à un système pourtant défaillant. Il faut dire que de nombreux organismes privés en vivent. Les fonds de la formation professionnelle financent aussi les syndicats de salariés et le patronat.

## Des entreprises ultra exigeantes

Salariés de Chaffoteaux et Maury, juillet 2009© François Daniel

Le malaise de Pôle emploi, [débordé par cet afflux de chômeurs](#), en pleine réorganisation tandis que ses moyens baissent, rajoute encore aux difficultés. «*Le malaise pour nous, c'est le "suivi mensuel" physique ou téléphonique ou en groupe, explique Dominique Sultan, de la CGT Pôle emploi Paris. Nous voyons les mêmes personnes pour la vingtième fois sans avoir rien à proposer, avec des convocations générées impitoyablement, sans tenir compte des cas particuliers, des profils, des projets, etc., avec des menaces de radiations à la clé. Et tout ça par mail ou sms depuis le mois de juin!*»

Pôle emploi assure que, malgré les difficultés, les chômeurs de longue durée sont convoqués tous les mois. «*Ça, c'est la théorie, explique Philippe, agent Pôle emploi en région parisienne, qui témoigne de façon anonyme. Le paquet n'est pas mis sur les gens qui ont plus d'un an de chômage. Les formations qui existaient dans le passé ont été supprimées. L'offre de formation s'est standardisée. Elle est de toute façon de plus en plus succincte, les places sont limitées. Si vous avez la chance d'en obtenir une, il n'est pas rare que Pôle emploi mette des mois à vous rembourser vos frais de déplacement alors que beaucoup sont dans une situation financière tendue. De la même façon, il faut des mois pour activer le droit individuel à la formation (DIF) une fois que vous êtes licencié, ce qui fait perdre un temps précieux.*»

Quant à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, il est «*extrêmement succinct*», admet un porte-parole de Pôle emploi, alors même que les [bénéficiaires du RSA doivent s'inscrire à Pôle emploi et sont censés ne pas refuser des offres dites "raisonnables"](#). Vu le niveau de chômage, ils sont de toutes façons rejetés à la marge du système, déplore l'agent anonyme. «*Avec 10% de chômeurs, les entreprises deviennent ultra exigeantes. Du coup, les parcours un peu chaotiques ou avec interruption ne font guère le poids.*» Et les chômeurs âgés sont les premiers écartés des piles de CV.

Professeure de gestion des ressources humaines à Reims Management School, [Rachel Beaujolin-Bellet](#) ne masque pas sa «colère» face aux dégâts sociaux du chômage de longue durée, notamment dans le cas de plans sociaux brutaux, comme il y en eu beaucoup pendant la crise. *«C'est un gâchis silencieux, rendu invisible, dit-elle. On dirait que personne n'a envie de le voir. Tant qu'on ne le voit pas, ça n'existe pas.»*

Cette spécialiste des mutations industrielles a étudié plusieurs conflits sociaux, dans le textile, le cuir ou plus récemment auprès des Chaffoteaux et Maury (*photo ci-dessus*). En août 2009, ce fabricant de chaudière a [licencié 207 salariés à Saint-Brieuc \(Côtes-d'Armor\)](#). Les salariés avaient même tenté d'alerter sur leur combat [en posant nus pour un calendrier](#). A chaque fois, les mêmes constats: un «véritable traumatisme» à l'annonce de la fermeture, des dégâts sur le moral et la santé, et un bilan social peu encourageant deux ans après les licenciements. *«Même les salariés savent que le bilan des cellules de reclassement n'est pas bon, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils exigent souvent des primes»*, qui n'apportent pourtant guère de réponse en termes de formation, rappelle la chercheuse.

## Les plus de 50 ans, sacrifiés des plans sociaux

Les cellules de reclassement, présentes dans 85% des licenciements de plus de 50 personnes pour motif économique, sont généralement sous-traitées à des opérateurs privés. Elles affichent en général des taux de «solutions identifiées» avantageux, qui masquent en fait la très faible proportion d'emplois stables retrouvés, de l'ordre de 20%. ([Lire notre enquête, parue en décembre 2009.](#)) *«Les autres sont souvent en situation de précarité et ont des problèmes de revenus ou de couverture sociale»*, explique Rachel Beaujolin-Bellet. Difficultés aggravées dans les zones rurales, où la mobilité n'est guère évidente.

Maître de conférences à Angers, la sociologue Manuella Roupnel-Fuentes a étudié le devenir des 3.000 chômeurs normands de Moulinex, licenciés... le 11 septembre 2001, jour de l'attaque contre le World Trade Center à New York. *«Le chômage est une rupture sociale totale. Le résultat, c'est un énorme gâchis en termes de compétence et d'emplois, mais aussi une atteinte au tissu social qui s'est effiloché car le collectif a été détruit*, explique cette chercheuse qui a effectué des centaines d'entretiens, rassemblés dans [Les Chômeurs de Moulinex \(mai 2011, Puf\)](#). *Il y avait chez Moulinex des gens très compétents, qui ne demandaient qu'à travailler, mais seulement 16% avaient retrouvé un emploi stable à temps complet deux ans après la fermeture.»* Les femmes de Moulinex, peu qualifiées, ont même connu *«pour beaucoup un sort tragique»*, fait de chômage, de précarité et de petits boulots.

Mais, selon Rachel Beaujolin-Bellet, la «plus forte des discriminations, et de loin», reste celle de l'âge. Dans une étude récente, la chercheuse affirme même que, lors d'un plan social, *«le risque d'être inscrit au chômage plutôt que de ne pas l'être deux ans après la fin de la cellule de reclassement est (...) 10 fois plus importante pour les salariés âgés de 50 ans et plus, que pour ceux de moins de 30 ans»*. ([Cliquer ici pour télécharger le texte, paru dans la Revue de l'Ires en février 2011.](#))

Selon elle, cette discrimination envers les salariés les moins jeunes risque de devenir très problématique si les pratiques de recrutement des entreprises n'évoluent pas radicalement. *«Avec les préretraites et la dispense de recherche d'emploi, les plus de 55 ans étaient relativement protégés»*, dit-elle. Les salariés pouvaient ainsi "bricoler" un parcours plus ou

moins stable jusqu'à la retraite. *«Mais avec la fin progressive de ses dispositifs et le recul de l'âge de la retraite, les salariés plus âgés vont être fortement précarisés, c'est sûr et certain.»*

Souvent ignorés, les effets du chômage de longue durée sur la santé (et donc ses impacts en termes de coût pour la Sécurité sociale) sont systématiquement passés sous silence. Une hérésie, selon Rachel Beaujolin-Bellet. *«Le fait est désormais bien connu. La probabilité de morbidité après une rupture d'emploi subie est multipliée par deux. Une grande majorité des salariés subit dans ce genre de cas un choc traumatique, et sans doute une petite moitié souffre de détérioration de sa santé mentale et psychique. On le sait, mais on jette un gros voile sur le phénomène. C'est considéré comme n'étant pas prioritaire, alors même que la rupture d'emploi subie est presque de l'ordre de l'accident du travail et que les coûts induits pour la Sécurité sociale sont énormes.»* Parmi la population des ex-Moulinex, *«la consommation d'anxiolytiques et d'antidépresseurs a fortement augmenté»*, raconte ainsi Manuella Roupnel-Fuentes.

Et que dire des chômeurs partis dans le cadre de plans de départs volontaires, de ruptures conventionnelles, de licenciements individuels ou de ruptures de contrat d'intérim? D'eux, on ne sait pas grand-chose. *«Les mises au chômage sont de plus en plus atomisées et individualisées, explique Manuella Roupnel-Fuentes. C'est chacun pour soi.»* Dans un contexte de chômage élevé et de croissance qui risque d'être durablement faible, ceux qui réussissent à éviter le chômage de longue durée sont de toute évidence les plus qualifiés, les mieux formés, les plus mobiles. Les autres? Sans porte-parole, murés dans leur échec, ils restent les grands oubliés des politiques publiques.